

Questions orales

[Traduction]

M. Preston Manning (Calgary-Sud-Ouest, Réf.): Monsieur le Président, les Canadiens veulent que le référendum du Québec soit décisif et concluant. Ils ne veulent ni confusion ni ambiguïté sur le sens du vote, avant ou après.

Pourtant, le chef de l'opposition embrouille les choses lorsqu'il dit qu'un vote positif sera exécutoire et concluant, mais pas un vote négatif. Le premier ministre n'aide pas les choses lorsqu'il laisse entendre qu'il est prêt à dire qu'un vote négatif sera exécutoire et concluant, mais reste vague sur le sens d'un vote positif.

Au profit de tous les Canadiens, y compris les Québécois, qui veulent une interprétation non équivoque du résultat du référendum québécois, le premier ministre dira-t-il clairement qu'un vote affirmatif signifie que le Québec s'en va et qu'un vote négatif signifie que le Québec fera encore partie de la fédération pour longtemps, et aussi que 50 p. 100 des voix plus une est ce qu'il faut pour que l'une ou l'autre option l'emporte?

• (1430)

Le très hon. Jean Chrétien (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, si nous avons une question claire. Ils demandent au peuple du Canada «voulez-vous la souveraineté?» En même temps, ils disent qu'ils veulent demeurer au sein du Canada.

La semaine dernière, *The Economist* titrait «Ils veulent divorcer aujourd'hui et être amants demain». Ce n'est pas une question très claire. Je leur demande depuis longtemps à la Chambre des communes de nous présenter une vraie question, honnête et claire, sur la séparation. Ils ont embrouillé la question en parlant de divorce et de remariage en même temps. Ils veulent que moi, au nom de tous les Canadiens, je dise que, avec une question aussi confuse, je les aide à détruire le Canada s'ils ont une seule voix de majorité. Vous le feriez peut-être, mais pas moi, M. Manning.

Des voix: Bravo!

Le Président: Je demande à tous les députés de s'adresser à la présidence.

M. Preston Manning (Calgary-Sud-Ouest, Réf.): Monsieur le Président, j'ai une brève question complémentaire. Si la question référendaire posée aux Québécois n'est pas claire, mais ambiguë, le premier ministre est-il prêt à garantir qu'une question claire leur sera posée?

Le très hon. Jean Chrétien (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, le 30 octobre, les Québécois donneront une réponse claire. Ils diront qu'ils demeurent au sein du Canada, aussi la question est purement hypothétique.

Le Président: Mes collègues, les questions d'aujourd'hui restent près du domaine hypothétique. Je demande à tous les députés de ne pas oublier que les questions qu'ils posent doivent porter directement sur les politiques gouvernementales et non pas sur des hypothèses. S'il vous plaît.

M. Preston Manning (Calgary-Sud-Ouest, Réf.): Monsieur le Président, je trouve que la réponse du premier ministre ajoute à l'ambiguïté dont les Canadiens, je le répète, ne veulent pas. Il vient de dire que la question n'était pas claire et que, par conséquent, la réponse serait ambiguë. Il a ensuite dit que la réponse à cette question serait une réponse claire.

La majorité des députés croient qu'un vote positif au référendum signifie la séparation du Québec et la fin de sa participation à l'union canadienne. Les députés séparatistes peuvent parler d'un nouveau mariage ou d'un partenariat, mais ce sera un partenariat sans partenaire, un mariage sans conjoint et le Québec se retrouvera tout seul.

Le premier ministre peut-il affirmer sans équivoque qu'un vote de 50 p. 100 des voix plus une signifiera—c'est bien triste—que le Québec n'a plus sa place au sein du Canada et non pas qu'il pourra conclure une nouvelle et meilleure union?

Le très hon. Jean Chrétien (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, très souvent, lorsque le PQ et le Bloc québécois disent qu'ils auront une nouvelle union économique et politique, qu'ils auront un passeport, la citoyenneté, qu'ils auront la même monnaie et le reste, ils ne sont pas très francs avec les Québécois. Cela devrait être décidé par le reste du Canada.

• (1435)

Mais pourquoi perdre notre temps? La nation a tant d'autres problèmes. Dans six semaines, la population du Québec, qui était ici, qui a ouvert le pays, lorsque les francophones ont quitté la vallée du Saint-Maurice pour aller ouvrir les Prairies, pensons-nous que ces gens voudront renoncer au meilleur pays du monde? Ils ne le feront pas.

C'est pourquoi, monsieur le Président, vous devriez faire respecter les règles de la Chambre. Les questions hypothétiques ne sont pas permises.

Des voix: Bravo!

[Français]

M. Gilles Duceppe (Laurier-Sainte-Marie, BQ): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Dans son autobiographie intitulée *Dans la fosse aux lions*, publiée en 1985, l'actuel premier ministre du Canada s'engageait à respecter la décision des Québécois, et je le cite: «Nous parions sur la démocratie. Nous convainçons les gens qu'ils doivent rester dans le Canada et nous gagnerons. Si nous perdons, nous respecterons le vœu des Québécois et nous accepterons la séparation.»